

## **Reprise à Rabat du dialogue social**

### **Société**

Posté par: Visiteur

Publié le : 26-10-2009 22:04:16

### **Un nouveau round du dialogue social a été tenu lundi à Rabat entre le gouvernement et les délégations de plusieurs centrales syndicales.**

Selon un communiqué de la Primature, dont copie est parvenue à la MAP, ce round présidé par le Premier ministre, M. Abbas El Fassi a connu la participation de plusieurs délégations de l'Union marocaine du travail (UMT), de l'Union Générale des travailleurs du Maroc (UGTM) et de l'Union nationale du travail au Maroc (UNTM), conduites respectivement par MM. Miloudi Mkharek, Abdelhamid Chabat, Abderahmane Azouzi et Mohamed Yatim.

Au début de la réunion, le Premier ministre a remercié les participants pour avoir répondu favorablement à l'invitation et pour leur contribution positive à la préparation de ce nouveau round, ajoute le communiqué.

M. El Fassi a émis le souhait de voir la consécration, lors de ce nouveau round, de l'esprit de dialogue et de responsabilité ayant marqué les précédents rounds, rappelant à ce titre les efforts permanents du gouvernement pour répondre aux doléances des groupes sociaux.

Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Salaheddine Mezouar, a fait un exposé dans lequel il a présenté les grandes lignes du projet de la loi de finances 2010, qui s'articule autour de la promotion économique, l'accélération de la cadence des réformes, la réalisation d'études sectorielles et la promotion de la solidarité et de la cohésion sociales, précise le communiqué.

Dans le cadre de ce round, une séance de travail se tiendra le 2 novembre prochain en présence des centrales syndicales et des départements ministériels concernés.

La réunion s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, M. Chakib Benmoussa, du ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, M. Jamal Rhmani, du ministre délégué chargé des affaires économiques et générales, M. Nizar Baraka, du ministre délégué chargé de la modernisation des secteurs publics, M. Mohamed Abbou et de représentants de départements ministériels concernés.

MAPF